



Plateforme Régionale
Afrique francophone

La plateforme régionale de coordination et de communication
pour la société civile et les communautés en Afrique Francophone



Fonds mondial

de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

CARTOGRAPHIE DE LA SITUATION DES OSC DES PAYS D'AFRIQUE FRANCOPHONE VIS-A-VIS DU NOUVEAU MODELE DE FINANCEMENT DU FONDS MONDIAL

RAPPORT D'ETUDE



Octobre 2020



SOMMAIRE

ACRONYMES ET SIGLES.....	5
INTRODUCTION.....	7
I. CONTEXTE.....	8
1.1 Objectifs.....	9
1.1.1 Objectif général.....	9
1.1.2 Objectifs spécifiques.....	9
1.2 Eléments de méthodologie de la Cartographie Méthodologique.....	9
II ENGAGEMENT DES OSC NATIONALES DANS LES CCM.....	11
2.1. Représentation des OSC et des Communautés dans le CCM.....	6
2.2. LEGITIMITE DES REPRESENTANTS DES MEMBRES DE LA SC.....	8
2.3. EFFICACITE DES REPRESENTANTS DES MEMBRES DE LA SC.....	8
2.4. INTERACTION DES REPRESENTANTS DE LA SC.....	9
2.5. ELARGISSEMENT DES SESSIONS DU CCM A D'AUTRES ACTEURS.....	10
2.6. ENGAGEMENT DES OSC DANS LE COMITE DE SUIVI STRATEGIQUE.....	10
III. ENGAGEMENT DES OSC NATIONALES DANS L'ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES NATIONAUX.....	14
IV. ENGAGEMENT DES OSC NATIONALES DANS L'ELABORATION DES SUBVENTIONS DU FM.....	15
V. ENGAGEMENT DES OSC NATIONALES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES SUBVENTIONS DU FM.....	16
VI. ANALYSE DE L'IMPLICATION DE LA SC DANS LES PROCESSUS DU FM.....	17
VII. DIFFICULTES RENCONTREES AU COURS DE L'ETUDE.....	18
VIII. RECOMMANDATIONS.....	18
CONCLUSION.....	19
ANNEXES :.....	20
Annexe 1 : liste des bénéficiaires du FM.....	20
Annexe 2 : chronogramme de sortie.....	22

SIGLES ET ACRONYMES

ARV	Antirétroviraux
ATR	Accidents de trafic Routier
CCM	Country Coordination Mechanism
CEDHUC	Centre d'expertise en droits humains et criminologie/VIH
CEP	Comité d'élaboration des propositions
CKLMA	Commission Kimbanguiste de Lutte contre la Maladie
CNRSC	Coordination Nationale de Renforcement du Système Communautaire en RDC
CNPR	Commission Nationale de Prévention Routière
CTP	Chimiothérapie Préventive
CRG	Community, Rights and Gender
EDS	Enquête de Démographie sanitaire
FM	Fond Mondial
GARP	Global Aids report Progress
HTA	Hypertension Artérielle
ICW	International Community of Women living with HIV and AIDS
LNAC	Ligue nationale antituberculeuse et antilépreuse du Congo
MIILD	Moustiquaire Imprégnée d'insecticide à longue durée d'action
MSP	Ministère de la Santé Publique
MTN	Maladies Tropicales Négligées
NMF	Nouveau Modèle de Financement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
OSC	Organisation de la Société Civile
PATH	Programme de technologie appropriée en santé
PASCO	Parlons Sida aux communautaires
PCA	Paquet Complet d'Activité
PCC	Prise en Charge des Cas.
PMA	Paquet Minimum d'Activité
PNDS	Plan National de Démographie Sanitaire
PNEL	Programme National d'Elimination de la Lèpre
PNLO	Programme National de Lutte contre l'Onchocercose
PNLS	Programme National de lutte contre le SIDA et les IST
PNST	Programme National de Santé au Travail
PRF	La plateforme régionale Afrique francophone.
PSSP	Progrès santé sans prix
RAJECOPOD	Réseau des adolescents et jeunes congolais en population et développement
RAME	Réseau Accès aux Médicaments Essentiels

RDC	République Démocratique du Congo
SIDA	Syndrome de l'Immunodéficience Acquise
STEPS	Enquête pas à pas
TB	Tuberculose
THA	Trypanosomiase Humaine Africaine
TDR	Test de Diagnostic Rapide
UCOP+	Union Congolaise des organisations des personnes vivant avec le VIH+
VDPV	Vaccin Derivated PolioViruses
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humain
WHO	World Health Organisation
ZS	Zone de santé

INTRODUCTION

Les organisations de la société civile ont toujours été présentes dans les activités du Fonds Mondial depuis son existence en RDC. Mais avant le NFM, les organisations membres du CCM seules étaient plus impliquées dans les activités du Fonds Mondial comme l'écriture des propositions et des activités de suivi stratégique. Les mêmes OSC ont occupé pendant longtemps les postes de la deuxième vice-présidence et de la coordination du comité de suivi stratégique pendant plus de 10 ans. Beaucoup d'organisations de la société civile ignoraient l'existence du CCM et de son rôle.

Les bénéficiaires du financement du Fonds Mondial mènent actuellement beaucoup d'activités dans la mise en œuvre de la Subvention. Ces activités sont entre autres :

- L'Appui aux zones de santé et des organisations à base communautaire,
- La Distribution des intrants,
- L'Observatoire des soins de qualité, de l'accès et la disponibilité de services,
- La formation, la sensibilisation et la prise en charge des populations clés,
- La prise en charge des cliniques juridiques,
- La tenue des groupes d'auto-support,
- L'appui aux mères mentors, etc.

I. CONTEXTE

En novembre 2016, le Conseil du Fonds mondial a réaffirmé son engagement à renforcer la voix de la société civile dans les processus du Fonds mondial en approuvant une nouvelle phase de l'Initiative spéciale Communauté, Droits et Genre (CRG) (2014-2016). Dans le cadre du nouvel engagement, maintenant appelé l'Initiative stratégique CRG, le Fonds a alloué 15 millions de dollars supplémentaires à exécuter entre 2017-2019 par les trois composantes se renforçant mutuellement :

1. La fourniture d'une assistance technique à court terme (AT) de la société civile de pair à pair ;
2. Le renforcement des capacités à long terme des organisations et des réseaux de populations clés et vulnérables ; et
3. Les plateformes régionales de communication et de coordination.

Il existe 6 plateformes régionales établies dans 6 régions : Asie et Pacifique, Afrique anglophone, francophone, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Europe orientale et Asie centrale, Amérique Latine et Caraïbe.

La plateforme régionale Afrique francophone (PRF), hébergée par le Réseau Accès aux Médicaments Essentiels (RAME) couvre 23 pays francophones (elle couvrait 18 pays lors de la première phase) : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée Bissau, Guinée, Guinée Équatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sénégal, Sao Tomé et Príncipe, Tchad, Togo.

La PRF, lors de la première phase, dans le souci de contribuer au renforcement de l'implication de la société civile dans les processus du Fonds mondial, a effectué une cartographie dans 13 pays de couverture afin de connaître le niveau actuel d'accès de la société civile aux informations sur le NMF et

l'assistance technique, ceci dans l'objectif de maîtriser les acteurs et les dynamiques de la société civile pour établir les bases d'un appui adapté aux communautés dans les différents pays.

La cartographie des dynamiques communautaires dans les processus du Fonds mondial est une étude qui vise à connaître le degré d'engagement des communautés dans les processus du Fonds mondial afin de tirer des conclusions et faire des propositions concrètes pour l'amélioration de l'implication des communautés dans le processus.

Les analyses ont porté sur les étapes d'élaboration des plans stratégiques, de la note conceptuelle, de la conduite de dialogues pays et de la prise en compte des préoccupations dans chaque niveau. Il en est de même pour l'existence des cadres de concertation des OSC, de leurs forces et faiblesses au sein des pays, de la perception des partenaires stratégiques sur l'implication des OSC dans le contexte du NMF.

Les résultats de cette première étude ont montré que le degré d'implication des organisations de la société civile dans les subventions du Fonds mondial est bien apprécié. En dehors de leur participation active au processus du NMF, les analyses ont également permis de se rendre compte que les OSC ont atteint une certaine maturité qui est traduite par la reconnaissance de tous les acteurs, de leur expertise dans la gestion des activités communautaires.

Mais en même temps, il est ressorti que les OSC souffrent des problèmes d'ordre organisationnels, matérialisés par l'absence de cadre commun qui ne leur a pas permis d'unir leurs forces au cours des négociations pour la prise en compte de leurs priorités. Les OSC n'ont donc pas pu saisir l'occasion que présente ce NMF de par sa flexibilité, pour bien se positionner. Même les cadres de concertation sectoriels qui existent sont limités dans leurs actions par manque de ressources et de leadership.

Pour la deuxième phase de la plateforme Afrique Francophone (PRF) qui couvre la période de Novembre 2017 à Avril 2020, la PRF a souhaité refaire la cartographie des OSC en Afrique francophone afin de connaître la dynamique des OSC dans les processus du Fonds mondial dans les pays non couverts par la première phase et faire une mise à jour dans les pays disposant déjà d'une cartographie. La cartographie des organisations de la société civile se passe dans un moment très important de la lutte contre les 3 maladies car après les différentes étapes du processus, l'heure est à l'écriture des notes conceptuelles.

1.1. Objectifs

Les objectifs de l'étude sont donc :

1.1.1. Objectif général

L'étude vise à faire une cartographie des dynamiques communautaires dans les processus du Fonds mondial en RDC.

1.1.2. Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques sont :

- Décrire la situation actuelle des processus du Fonds mondial en RDC ;
- Décrire la dynamique d'implication de la société civile dans les processus du Fonds mondial ;
- Relever les forces, les faiblesses, les obstacles et les opportunités pour l'implication des acteurs de la société civile ;
- Faire un répertoire exhaustif des acteurs potentiels de cette dynamique en identifiant les acteurs oubliés ;
- Formuler les recommandations pour optimiser la participation de la société civile.

1.2. Eléments de méthodologie de la Cartographie

La méthodologie de cette cartographie a reposé sur trois principaux piliers :

- Revue de la littérature et recherche documentaire ;
- Collecte de données et des informations à partir de questionnaires et de guides d'entretiens en ligne et sur le terrain auprès d'acteurs publics et communautaires ;
- Visites/Rencontres de sites et de terrain.

Cette cartographie a combiné l'analyse quantitative et l'analyse qualitative. L'analyse quantitative a consisté essentiellement à une enquête effectuée à l'aide d'un questionnaire structuré. Ce questionnaire a physiquement été adressé à des acteurs de la Société Civile membres du CCM et en ligne aux OSC non membres du CCM qui ont participé à l'élaboration des subventions du Fonds Mondial ou des plans stratégiques nationaux. Pour les données qualitatives, un guide d'entretien conçu à cet effet a été administré à des personnes dites acteurs stratégiques tels que des responsables au sein du CCM (notamment les OSC), les coordonnateurs des programmes, les Partenaires Techniques et Financiers et les Responsables des Faïtières.

La collecte des données s'est déroulée du 31 octobre au 15 novembre 2019.

2. ENGAGEMENT DES OSC NATIONALES DANS LE CCM

2.1. Représentation des OSC et des Communautés dans le CCM

En RDC, les OSC ont une bonne participation au sein du CCM. Elles sont présentes dans les organes du CCM et apportent leurs contributions pertinentes mais elles ont beaucoup à améliorer. La société civile occupe le poste de deuxième Vice-président du

CCM. A peu près 40% des membres du CCM proviennent du secteur de la Société Civile.

Le choix des représentants de la société civile se fait selon les normes du CCM à savoir se faire élire par ses pairs dans un processus démocratique. Cela se fait à travers les élections et les memoranda d'entente.

Tableau n°1 : répartition des sièges par secteur constitutif du CCM-RDC

	Secteurs constitutifs	Nombre d'organismes	Proportion (%)
1	Secteur public	8	38,1%
2	Société civile [1]	8	38,1%
3	Secteur privé	2	9,5%
4	Partenaires au développement	3	14,3%
	Total	21	100%

Source : données collectées au cours de l'étude (masque de saisie)

Après les élections des secteurs constitutifs, les représentants élus s'organisent pour élire leurs représentants au bureau de CCM.

La réforme de 2015 a mis en place un système pour maintenir la mémoire institutionnelle.

Les OSC sont présentes dans les différents organes du CCM à savoir le comité de suivi stratégique, le comité d'écriture des propositions ainsi que d'autres comités ad hoc comme celui du suivi du fonds de contrepartie.

Pour ce qui est de la prise en compte des avis des OSC, elle a lieu au cours des délibérations dans les différents comités et bureau du CCM ainsi que lors des assemblées générales. Dès fois, le bureau ou/et les comités viennent avec des propositions à enrichir pour envoyer au FM. Parfois, le temps pour s'imprégner du document ou dossier nécessitant le débat est très court, d'où la difficulté d'ouvrir le débat d'un sujet à la date limite de sa soumission ou réponse au FM.

Généralement, les avis des OSC sont pris en compte, mais pas pour certaines questions sensibles et stratégiques. La participation des membres actuels du CCM est plus numérique que qualitatif.

Les OSC membres du CCM bénéficient de plusieurs formations pour leur permettre de jouer leur rôle à savoir sur le Dashboard, les rôles et responsabilités des membres du CCM.

Depuis l'avènement du NMF, les OSC ont amélioré leur participation et implication dans le processus des activités du FM en général et en particulier dans le dialogue pays. Les éditions 2014 et 2017 ont été sous le leadership du CCM mais l'édition 2019 a été sous le leadership des programmes nationaux. Nonobstant cela, il y a eu la participation significative des organisations de la société civile et des populations clefs dans ces dialogues pour les trois (03) maladies.

La participation des OSC dans les comités techniques est très appréciable car souvent il n'y a pas beaucoup d'enjeux à ce niveau-là. Elles apportent

des propositions pertinentes et contributives et mettent à profit leurs expertises.

L'implication des OSC dans le suivi technique de la proposition et les échanges avec le FM pose encore problème. Malgré la présence d'un vice-président issu des OSC dans le bureau du CCM, les OSC sont mal représentées et subissent la suppression de lignes budgétaires servant à mener des activités communautaires et de sensibilisation lors des priorisations des activités.

Pour la participation aux dialogues, les OSC fournissent des efforts considérables pour ne pas être à la marge de ces activités en faisant remonter les besoins des bénéficiaires à traduire dans les priorités du plan stratégique. Certaines de ces priorités spécifiques pour les 26 provinces ne sont pas pris en compte et laisser l'intégration dans le plan opérationnel provincial.

Ces dialogues sont organisés par les différents programmes sous la supervision du CCM.

Quant au rôle à jouer par les OSC dans le CCM, elles ont grandement besoin d'être renforcé pour jouer aisément leur rôle car les insuffisances ou lacunes se font ressentir en intervenant en ordre dispersé. Elles ont cependant bénéficié d'une session sur la participation de qualité aux assemblées générales du CCM mais les connaissances acquises ne sont pas vraiment appliquées, d'où la nécessité accrue de renforcer ces OSC à mieux jouer leur partition dans le processus du Fonds Mondial.

Il y a des acteurs de la Société civile qui ne participent pas au processus du Fonds Mondial à cause des raisons suivantes : l'ignorance, le découragement, la modicité des frais de remboursement de transport, le manque de motivation, trop de conflits ou guerres inutiles, processus trop complexe et ennuyant, le manque d'intérêt, l'apanage des PR et des SR, l'immaturité de leur structure. Pour résoudre ce problème, un plan de communication qui a été élaboré par les membres de la Société civile avec l'appui d'un consultant international et national et ce plan vise à toucher ces acteurs pour faire valoir la nécessité du CCM et le processus du FM.

2.2. légitimité des représentants des membres de la SC

Tableau n°2 : comment appréciez-vous le processus de désignation des membres de la société civile dans le CCM ?

Modalité	Effectifs	Proportion (en %)
Transparent	7	100%
Inclusif	6	85,71%
Documenté	7	100%
Neutre	0	0%
Total	7	100%

Source : données collectées au cours de l'étude (masque de saisie)

Voici comment le processus se déroule :

- 1) Appel à manifestation d'intérêt, les candidatures sont exprimées à travers les sous-secteurs de la société civile et du secteur privé.
- 2) Le CCM-RDCONGO accorde une délégation du pouvoir conjointement au Secrétariat Exécutif Permanent (SEP) du CCM-RDCONGO d'une part et à la Commission d'Organisation et de Supervision des Elections (COSE) d'autre part pour l'organisation et la conduite de ces élections. Ils rendront compte à l'Assemblée Générale du CCM RDCONGO pour analyse de la conformité et la validation du processus électoral.
- 3) la COSE et le SEP réunissent les différents sous-secteurs de la société civile et du secteur privé pour expliquer les principes et les procédures des élections.
- 4) la COSE et le SEP procèdent à la vérification de la documentation de l'existence légale des sous-secteurs, un procès-verbal est établi, validé par le bureau du CCM et une copie est partagée avec le Secrétariat du Fonds Mondial
- 5) Chaque sous-secteur procède à l'organisation des élections transparentes, ouvertes et documentées sous la supervision conjointe de la COSE et du SEP.

2.3. efficacité des représentants des membres de la sc

La participation est acceptable, mais il faudrait renforcer les capacités des membres de la société civile pour améliorer leur participation. Malgré plusieurs réformes du CCM dont la dernière date de 2017, la participation des OSC est toujours bonne car elles participent activement aux différentes réformes, au processus du NFM du FM et elles font partie des commissions techniques et du bureau du CCM.

Tableau n°3 : comment appréciez-vous la participation des OSC en termes de contribution dans le CCM (participation à l'élaboration des documents, prise de parole lors des AG, etc.)

Modalité	Effectifs	Proportion (en %)
Excellent	1	4,54%
Bien	18	81,8%
Assez-bien	1	4,54%
Passable	0	0%
Médiocre	0	0%
Neutre	2	9,09%
Total	22	100%

Source : données collectées au cours de l'étude (masque de saisie)

Tableau n°4 : comment appréciez-vous l'assiduité des OSC lors des AG du CCM ?

Modalité	Effectifs	Proportion (en %)
Excellent	0	0%
Bien	20	90,9%
Assez-bien	0	0%
Passable	0	0%
Médiocre	0	0%
Neutre	2	9,09%
Total	22	100%

Source : données collectées au cours de l'étude (masque de saisie)

Au moins 40 % des membres du CCM sont issus du Secteur non gouvernemental dont la Société civile et le Secteur privé. Selon les répondants, leur contribution est pertinente et ils sont bien assidus (90,9%) selon l'ensemble des répondants

2.4. Interaction des représentants de la sc

Les représentants de la SC ont accès à la parole lors des travaux du CCM et certaines de leurs préoccupations sont prises en compte

Tableau n°5 : avez-vous pris souvent la parole lors des travaux du CCM ? Comment appréciez-vous votre accès à la parole lors de ces travaux ?

Modalité	Effectifs	Proportion (en %)
Excellent	2	28,57%
Bien	4	57,14%
Assez-bien	0	0%
Passable	0	0%
Médiocre	0	0%
Neutre	1	14,29%
Total	7	100%

Source : données collectées au cours de l'étude (masque de saisie)

85,71% des enquêtés reconnaissent avoir accès à la parole quand ils le souhaitent et 57,14% pensent que leurs préoccupations sont prises en compte lors des AG du CCM.

Tableau n°6 : vos préoccupations sont-elles prises en compte lors des AG du CCM ?

Modalité	Effectifs	Proportion (en %)
Oui	4	57,14%
Non	0	0%
Ne sait pas	2	28,57%
Neutre	1	14,29%
Total	7	100%

Source : données collectées au cours de l'étude (masque de saisie)

Les membres du CCM organisent des réunions de rétro-information aux membres des groupes constitutifs que sont les jeunes, les malades, les confessions religieuses, les femmes, etc. Il a été difficile de trouver des documents démontrant la traçabilité de la rétro-information entre les membres et leurs groupes constitutifs mais du moins 57,14% des répondants apprécient bien leur collaboration.

Tableau n°7 : comment appréciez-vous l'interaction (collaboration) entre les membres des groupes constitutifs du CCM ?

Modalité	Effectifs	Proportion (en %)
Excellent	00	0%
Bien	4	57,14%
Assez-bien	2	28,57%
Passable	0	0%
Médiocre	0	0%
Neutre	1	14,29%
Total	7	100%

Source : données collectées au cours de l'étude (masque de saisie)

2.5. élargissement des sessions du CCM à d'autres acteurs

Les non membres participent à certaines réunions sans voix délibératives mais ils émettent des avis par rapport à leur expertise. Lors des délibérations et vote il est demandé de laisser les membres dans la salle.

2.6. Engagement des OSC dans le comité de suivi stratégique

La configuration actuelle de ce comité, deux personnes issues des OSC y sont membres, pas de poste de responsabilité. Participation assidue des représentants de la SC aux visites de terrain, descente de terrain avec les autres de la Société Civile et des autres secteurs et selon la planification du CCM, la dernière sortie date du mois de Juin 2019. Certaines recommandations issues de ces sorties sont prises en compte.

Un système de suivi de la mise en œuvre des recommandations du comité de suivi stratégique adaptée en AG du CCM existe au secrétariat permanent du CCM.

Par ailleurs, Programme de technologie appropriée en santé (PATH), une organisation américaine gère le dispositif indépendant de suivi de la mise en œuvre des subventions du FM

3. ENGAGEMENT DES OSC NATIONALES DANS L'ÉLABORATION DES PLANS STRATÉGIQUES NATIONAUX

Les OSC de la République Démocratique du Congo sont très impliquées dans l'élaboration des plans stratégiques nationaux. Cette implication est ressentie fortement dans le VIH, moyennement dans la Tuberculose et faiblement dans le paludisme.

Les OSC impliquées sont, entre autres, les suivantes : Union congolaise des organisations des personnes vivant avec le VIH (UCOP+), Progrès santé sans prix (PSSP), Ligue nationale antituberculeuse et antilépreuse du Congo (LNAC), Parlons sida aux Communautaires, Fondation Femme Plus, Conseil Interconfessionnel, Réseau des associations congolaises des jeunes, Coordination Nationale de Renforcement du Système Communautaire en RDC, Club des Amis Damien, Jeunesse Espoir, Forum Sida, Les Bâisseurs, Réseau des adolescents et jeunes congolais en population et développement (RAJECOPOD), Elikia, International Community of Women living with HIV and AIDS, Centre d'expertise en droits humains et criminologie/VIH (CEDHUC), Commission Kimbanguiste de Lutte contre la Maladie (CKLMA).

Ces différentes OSC sont présentes dans les travaux d'élaboration du PSN et intègrent les différents groupes de travail. Certains responsables de ces organisations sont désignés comme responsables de ces groupes de travail au vu de leurs compétences. Les OSC sont présentes et fortement impliquées dans l'identification des besoins des plans stratégiques nationaux, elles participent à l'évaluation ou la revue des PSN, aux descentes sur terrain pour la récolte des données dans le cadre de la revue externe des plans stratégiques et à l'élaboration ou écriture des plans stratégiques nationaux.

Les OSC sont impliquées dans la définition des priorités du PSN. Elles participent donc dans les commissions d'élaboration des plans stratégiques, dans le secrétariat technique, dans l'élaboration des plans sectoriels de santé de lutte contre le VIH et l'élaboration des notes conceptuelles. Néanmoins une des OSC (Ligue nationale antituberculeuse et antilépreuse du Congo) travaillant dans la lutte contre la Tuberculose a reconnu ne pas être impliquée à cette étape du processus.

La majorité des OSC interviewées (soit 67%) ont reconnu s'être impliquée dans l'élaboration des stratégies nationales depuis la définition des axes jusqu'à l'élaboration des stratégies. Aussi 67% ont estimé que leurs préoccupations sont prises en compte à cette phase alors que 33% ont émis un avis contraire.

La majorité des OSC interviewés (soit 67%) ont reconnu s'être impliquée dans la définition du rôle des acteurs dans la mise en œuvre dans l'élaboration des plans stratégiques, la participation dans les commissions d'élaboration et le secrétariat technique, dans l'élaboration des notes conceptuelles. Par contre 33% ont reconnu n'avoir pas été impliqué dans cette étape. De plus 67% ont estimé que leurs préoccupations sont prises en compte dans l'étape alors que 33% ont émis un avis contraire.

La majorité des OSC interviewées (soit 67%) ont reconnu n'avoir pas été impliquée dans la budgétisation des stratégies nationales contre 33% ayant reconnu avoir été impliquée dans cette étape. Aussi 50% ont estimé que leurs préoccupations sont prises en compte dans la budgétisation alors que le reste ont émis un avis contraire.

4. ENGAGEMENT DES OSC DANS L'ELABORATION DES SUBVENTIONS DU FM

Les OSC sont impliquées dans l'élaboration des demandes des subventions du FM et parmi celles qui participent nous pouvons citer Union congolaise des organisations des personnes vivant avec le VIH (UCOP+), Réseau des associations congolaises des jeunes (RACJ), Réseau national de développement de la femme (RENADEF), Parlons sida aux Communautaires (PASCO), Fondation Femme Plus (FFP), Forum Sida (FOSI), CORDAID, Santé en milieu rural (SANRU), Réseau des Associations des œuvres médicales privées confessionnelles et associatives, Progrès Santé Sans Prix (PSSP).

Notons aussi que souvent l'élaboration des demandes des subventions se font à plus de 300Km de la capitale, certaines OSC n'ont pas les moyens de se prendre en charge et les partenaires ne financent pas la participation des OSC dans l'élaboration de la demande des subventions.

Les OSC sont impliquées dans l'identification des besoins des propositions au FM. Les OSC qui y participent sont les mêmes citées précédemment. Parmi les activités auxquelles elles participent, il y a l'évaluation du plan stratégique passé, l'organisation des dialogues provinciaux et nationaux et la Commission d'élaboration des propositions.

Elles sont aussi impliquées dans la définition des priorités des propositions au FM, elles ont reconnu qu'elles participent aux ateliers techniques de la commission d'élaboration des propositions, au plaidoyer, à l'écriture de la note conceptuelle 1 et 2, le dialogue national et provinciales OSC qui y participent sont les mêmes citées précédemment. Pendant ces Leurs préoccupations sont prises en compte.

Les OSC sont impliquées dans l'élaboration des stratégies d'interventions des propositions au FM, car elles ont reconnu qu'elles sont impliquées depuis les

consultations jusqu'à l'élaboration de la note. Elles ont participé aux ateliers techniques de la commission d'élaboration des propositions, à l'atelier d'écriture de la demande de subvention, à l'écriture de la note conceptuelle 1 et 2, au Dialogue national et provincial. Les OSC qui y participent sont les mêmes citées précédemment. Leurs préoccupations sont prises en compte à ce niveau aussi.

Pour la participation des OSC dans la définition du rôle des acteurs dans la mise en œuvre des propositions, les OSC ont reconnu qu'elles sont impliquées dans l'élaboration de la note conceptuelle, les ateliers techniques de la commission d'élaboration des propositions, la sélection des principales bénéficiaires, l'atelier d'écriture de la demande de subvention, etc. Les OSC qui y participent sont les mêmes citées précédemment. Leurs préoccupations sont moyennement prises en compte à ce niveau également.

Les OSC participent à cette budgétisation à l'état brut mieux au début mais lors du recadrage en fonction du montant alloué au pays, elles sont mises à l'écart. Elles participent aux ateliers de budgétisation, les ateliers de la commission d'élaboration des propositions et à l'élaboration de la note conceptuelle. Les OSC qui y participent sont les mêmes citées précédemment. Leurs préoccupations sont majoritairement prises en compte à ce niveau.

A ce niveau, la majorité des OSC questionnées reconnaissent leur participation aux assises des activités de négociations des subventions à travers les rencontres avec le FM mais d'autres disent que cela est l'apanage du bureau du CCM et qu'elles ne sont pas associées à ces négociations. Si 60% des répondants reconnaissent que leurs préoccupations sont prises en compte, 40% estiment qu'il n'en est pas le cas ou soit qu'elles n'en savent rien.

5. ENGAGEMENT DES OSC NATIONALES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES SUBVENTIONS DU FM

En ce qui concerne l'implication des organisations de la Société civile dans le processus de sélection des Récipiendaires Principaux (RP) et des Sous Récipiendaires (SR), nous pouvons dire que dans une certaine mesure elles sont impliquées à travers leur Vice-président, mais sa voix est minoritaire.

Les OSC sont impliquées dans le choix des Récipiendaires Principaux au niveau du CCM, l'on ne saurait écrire comment le choix est fait toujours est-il que les OSC participent à ce choix. Pour le panel sur les choix des SR, les OSC ne participent pas à ce titre mais certaines personnes membres des OSC participent comme experts.

Le CCM-RDC a trois (03) Récipiendaires Principaux (RP) dont une OSC nationale à savoir :

- Santé en milieu rural (SANRU pour le paludisme, ONG de droit congolais
- Organisation Catholique D'aide ET de Développement (CORDAID) pour le VIH/TB, ONG de droit hollandais
- Ministère de la santé publique pour les aspects régaliens représenté par la cellule d'appui et de gestion financière (CAGF) pour les 3 maladies (formations, normes, directives...)

Le pays possède également 22 SR dont 16 OSC nationales qui sont :

- ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT DU CONGO (APEC)
- UNION CONGOLAISE DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH (UCOP+)
- PARLONS SIDA AUX COMMUNAUTAIRES (PASCO)
- RESEAU NATIONAL DES ONG POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA FEMME (RENADEF).
- PROGRES SANTE SANS PRIX (PSSP)

- BUREAU DIOCESAIN DES ŒUVRES MEDICALES (BDM KINSHASA)
- ARMEE DU SALUT
- BUREAU DIOCESAIN DES ŒUVRES MEDICALES (BDM BOMA)
- APEC
- CARITAS CONGO
- EGLISE DU CHRIST AU CONGO (ECC CONGO)
- ADVENTIST DEVELOPMENT AND RELIEF AGENCY (ADRA-RDCONGO)
- LE CENTRE DE DEVELOPPEMENT INTEGRAL BWAMANDA (CDI BWAMANDA)
- CARITAS BUNIA
- FONDS DE DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE SANTE (FDSS-RDC)
- UMOJA WA MAMA WA KULIMA WA KIVU (UWAKI MANIEMA).

La liste des Sous Sous Récipiendaires ne nous a pas été rendue disponible.

La mise en œuvre du NMF2 a connu une forte amélioration de la participation des OSC nationales. Sur les 22 SR, seules 5 sont internationales soit 20,8%. Les sous récipiendaires (SR) sont dits génériques car ils ont été appelés à appuyer les districts sanitaires et prennent en charge les trois (03) maladies à savoir le VIH, la TB et le PALU dans leur circonscription. Les SR génériques sont au nombre de 24, les deux districts de Lualaba et Haut Katanga étant des zones réservées aux appuis du gouvernement américains dans le cadre de la rationalisation.

Quatre (04) SR spécifiques ont été retenus à savoir deux (02) pour les key populations, un (01) pour les PVVIH et un (01) autre pour les adolescents, genre et droits humains

6. ANALYSE DE L'IMPLICATION DE LA SC DANS LES PROCESSUS DU FM

Forces

- Présence et Régularité des OSC dans les réunions et autres activités ;
- Participation des OSC aux débats, parfois contradictoire mais constructifs avec toutes les parties impliquées ;
- Engagement des OSC dans leurs interventions souvent constructives ;
- Contribution très significative de la société civile dans le Suivi de la mise en œuvre, du cofinancement et des reprogrammations
- Participation active dans les différentes commissions techniques ;
- Suivi de l'évolution du processus à chaque pas ;
- Motivation accrue pour la participation active de la société civile dans les rencontres ;
- Assiduité dans les activités FM

Faiblesses

- Participation fonction de la disponibilité des moyens pour leur prise en charge
- Seules les OSC membres du CCM étaient plus impliquées dans les activités du Fonds Mondial, les autres ont négligé ;
- Les mêmes OSC ont occupé pendant longtemps les postes de la deuxième vice-présidence et de la coordination du comité de suivi stratégique pendant plus de 10 ans ;
- Omission parfois des membres de la société civile dans la prise en charge (transport, frais de logement et perdiem) par le gouvernement ou PTF pour leur participation à certaines étapes du processus comme par exemple l'écriture de la demande de subvention ;
- Crise de confiance parfois manifeste entre acteurs de la société civile ;

- Non alignement des membres de la société civile dans l'écriture du PSN ;
- Les OSC sont délaissées parfois par manque de financement dans certains ateliers du CCM ;
- Absence d'un financement propre à la société civile pour accompagner et suivre le processus du Fonds Mondial et la participation aux activités du CCM ;
- Manque d'appui technique efficace aux OSC ;
- Faiblesse dans le renforcement des capacités des OSC ;

Opportunités

- Reconnaissance de la société civile comme un partenaire clé dans le processus des activités de la santé dans tous les documents normatifs des différents programmes ;
- Existence de la loi cadre de la santé ;
- Emergence de certaines structures communautaires qui prennent en charge la participation des membres de la société civile à ce processus ;
- Expertise reconnue de la société civile ;
- Capitalisation des résultats communautaires dans la planification des activités du FM.

Obstacles

- Nombre limité des participants communautaires et souvent seulement ceux habitants à Kinshasa
- Dépendance aux fonds extérieurs pour la participation au processus

7. DIFFICULTES RENCONTREES AU COURS DE LA COLLECTE

- Les agendas de certains responsables n'ont pas permis de travailler avec eux dans la réponse à ces questionnaires ;
- Contraintes financières pendant la période de la récolte des données empêchant de toucher les OSC qui sont en provinces ;
- Les listes des sous sous bénéficiaires ne nous ont pas été transmises.

8. RECOMMANDATIONS

- Renforcer les capacités des OSC du CCM afin de les aider à mieux jouer leur rôle ;
- Appuyer techniquement et financièrement les OSC pour une participation accrue au processus du Fonds Mondial ;
- Renforcer la communication sur le processus du Fonds Mondial auprès des OSC à Kinshasa et en provinces.

CONCLUSION

Dans l'ensemble, les organisations de la société civile sont bien présentes et valablement représentées dans toutes les instances du CCM. Elles participent activement aux activités du CCM. Elles sont régulières dans les réunions et autres activités et participent efficacement aux débats.

La société civile de la RDC est représentée au plus haut niveau par le deuxième Vice-président du CCM, qui est également membre du Comité d'Elaboration de Propositions (CEP) du CCM. Les membres de la société civile se retrouvent également dans les différentes commissions du CCM. Elles apportent des contributions pertinentes et constructives.

Néanmoins elles souffrent du manque d'appui nécessaire à pouvoir accompagner les activités liées au processus du nouveau modèle de financement par le Fonds Mondial.

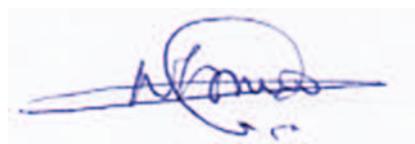
Elles manquent parfois à certaines rencontres à cause du fait qu'elles n'ont pas été prises en compte dans la budgétisation. Il y a aussi parfois une crise de confiance qui se manifeste entre acteurs de la société civile.

Le gouvernement oublie parfois de prendre au sérieux les contributions nécessaires de la part de la Société Civile. Un exemple est l'atelier d'écriture de

la demande de subvention pour 2018 à 2020. Très peu de participants de la Société Civile ont pu y participer vu l'absence de financement pour leur participation (transport, frais de logement et perdiem). Ceci avait fortement frustré la Société Civile et tous ceux qui croient à leur importance.

Pourtant, la Société Civile est très impliquée dans les processus du FM. En effet, tous les documents normatifs du ministère de la santé donnent un rôle important à la Société Civile mais son effectivité est plus perceptible dans les activités du FM. Consciente de cela, la Société Civile a pu dans le temps tisser sa place dans les différentes rencontres pour faire bouger les choses dans un sens comme dans l'autre. Le NMF3 est une belle opportunité pour la Société civile de la RDC de s'affirmer encore davantage et de contribuer efficacement à l'amélioration de l'accès aux soins de qualité pour les malades souffrant des pathologies prises en charge par le Fonds Mondial.

Pour la Fondation Femme Plus de la RD CONGO
NTOMO NTONGO Hilaire



ANNEXES

Annexe 1 : liste des bénéficiaires du FM

N°	Nom de l'organisation	Position	Statut de l'organisation	Domaine d'intervention
01	SANTE EN MILIEU RURAL ASBL (SANRU)	BP	ONG Nationale	PALUDISME
02	ORGANISATION CATHOLIQUE D'AIDE ET DE DEVELOPPEMENT (CORDAID)	BP	ONG Internationale	VIH/SIDA ET TUBERCULOSE
03	CELLULE D'APPUI ET DE GESTION FINANCIERE (CAGF)	BP	Autre (cellule de Gestion du Ministère de la Santé Publique).	RENFORCEMENT DU SYSTEME SANITAIRE
04	IMA World Health	BS	ONG Internationale	VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE
05	CROIX ROUGE FRANCAISE CRF	BS	ONG Internationale	VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE
06	MEDICUS MUNDI NAVARA	BS	ONG Internationale	VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE
07	HUMAN PEOPLE TO PEOPLE (HPP-CONGO)	BS	ONG Nationale	VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE
08	APEC	BS	ONG Nationale	VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE
09	UNION CONGOLAISE DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH (UCOP+)	BS	ONG Nationale	OBSERVATOIRE VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE
10	PARLONS SIDA AUX COMMUNAUTAIRES (PASCO)	BS	ONG Nationale	VIH, Populations clés
11	RESEAU NATIONAL DES ONG POUR LE DEVELOPPEMENT DE	BS	ONG Nationale	VIH, PALUDISME, Cliniques Juridiques
13	BUREAU DIOCESAIN DES ŒUVRES MEDICALES (BDOM KINSHASA)	BS	ONG Nationale	VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE

14	ARMEE DU SALUT	BS	ONG Nationale	VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE
15	BUREAU DIOCESAIN DES ŒUVRES MEDICALES (BDOM BOMA)	BS	ONG Nationale	VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE
16	APEC	BS	ONG Nationale	VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE
17	CARITAS CONGO	BS	ONG Nationale	VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE
18	EGLISE DU CHRIST AU CONGO (ECC CONGO)	BS	ONG Nationale	VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE
19	ADVENTIST DEVELOPMENT AND RELIEF AGENCY (ADRA-RDCONGO)	BS	ONG Nationale	VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE
20	LE CENTRE DE DEVELOPPEMENT INTEGRAL BWAMANDA (CDI BWAMANDA)	BS	ONG Nationale	VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE
21	CARITAS BUNIA	BS	ONG Nationale	VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE
22	FONDS DE DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE SANTE (FDSS-RDC)	BS	ONG Nationale	VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE
23	UMOJA WA MAMA WA KULIMA WA KIVU (UWAKI MANIEMA).	BS	ONG Nationale	VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE
24	POLICE NATIONALE CONGOLAISE	BS	Autre	VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE
25	FORCES ARMEES DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU	BS	Autre	VIH/SIDA, PALUDISME ET TUBERCULOSE

Annexe 2 : chronogramme de sortie

N°	Nom et prénoms de l'enquêté	Fonction	Structure	Date de l'enquête
01	NDAYA RACHEL	COORDONNATRICE NATIONALE	RESEAU DES ASSOCIATIONS CONGOLAISES DES JEUNES (RACJ)	31/10/2019
02	DIDIER PEMBA	CHARGE DE PROGRAMMES	RESEAU DES ASSOCIATIONS CONGOLAISES DES JEUNES (RACJ)	31/10/2019
03	Dr SYLVAIN YUMA	Coordonnateur du comité d'élaboration des propositions	Bureau CCM	04/11/2019
04	Dr PEPE NGWASI	Secrétaire Permanent	Secrétariat Permanent du CCM/RDC	05/11/2019
05	UKILA TAGA Jackson	Expert en Suivi Stratégique	Secrétariat Permanent du CCM/RDC	05/11/2019
06	Dr Henriette Sefu	Suivi et Evaluation	Organisation Catholique d'aide et de développement CORDAID	05/11/2019
07	Dr Albert Kalonji	Directeur Technique	Santé en milieu rural	05/11/2019
08	Dr Willy VITA	Gestionnaire VIH	Ministere de Sante Publique / CAGF	05/11/2019
09	Dr Christian LUZOMBE	Vice président du CCM et Représentant des OSC	Bureau CCM / Réseau des Associations des œuvres médicales privées confessionnelles et associatives	05/11/2019
10	MABELUANGA GHISLAINE	Directrice Nationale	Ligue national antituberculeuse et antilepreuse du congo (LNAC)	05/11/2019
11	CHARLES MUKANDA	PRESIDENT NATIONAL	ELIKIA/ CELLULE D'ACCOMPAGNEMENT PSYCHOSOCIAL	05/11/2019
12	DR SETI YALE	COORDONNATEUR NATIONAL	ROLP/PALU	05/11/2019
13	JEAN LAZARE MUYANGA	CHARGE DE PROGRAMME	FORUM SIDA	05/11/2019

19	DR HILAIRE MBWOLIE	COORDONNATEUR NATIONAL	PROGRES SANTE SANS PRIX	07/11/2019
20	Dr CATHY KISSA	CHARGE DE SUIVI ET EVALUATION	Parlons SIDA aux Communautaires (PASCO)	07/11/2019
21	Edouard NKOLE KIBONGE	Coordonnateur du comité de suivi de la contrepartie financière	Bureau CCM	08/11/2019
22	FABIENNE KULAPA	Suivi et Evaluation	Comité Interentreprises de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme.	08/11/2019
20	ANGE MAVULA	SECRETAIRE EXECUTIF	UNION CONGOLAISE DES ORGANISATIONS DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH	08/11/2019
21	JEAN CLAUDE MUKENDI	CHARGE DE SUIVI ET EVALUATION	UNION CONGOLAISE DES ORGANISATIONS DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH	08/11/2019
21	Dr Dirk BUYSE	Liaison Fonds Mondial	Ambassade des Etats Unis en RDC	09/11/2019
22	Dr KASWA KAYOMO Michel	Directeur	Programme National de Lutte contre la Tuberculose	09/11/2019
23	Dr APPOLINAIRE KILUNDU	Directeur Adjoint	Programme National de lutte contre le VIH	09/11/2019
24	Dr Erick Mukomena	Directeur	Programme National de lutte contre le Paludisme	09/11/2019
25	LAY MAYAMBA MICHEL	COORDONNATEUR NATIONAL	PARLONS SIDA AUX COMMUNAUTAIRES	11/11/2019
26	ANDRE SUKADI	COORDONNATEUR ADJOINT	RESEAU NATIONAL DES ORGANISATIONS A ASSISES COMMUNAUTAIRES DES PVIH AU CONGO	11/11/2019

27	ETIENNE TSHIMANGA	PROJECT MANAGER	COORDINATION NATIONALE DE RENFORCEMENT DU SYSTEME COMMUNAUTAIRE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO	11/11/2019
28	BENIE BOMVE	CHARGEE DE RELATIONS EXTERIEURES	ACTION PREVENTION	11/11/2019
29	TOUSSAINT NGUNDOLI	COORDONNATEUR NATIONAL	JEUNESSE ESPOIR	11/11/2019
30	LAURE KITANU	COORDONNATRICE	The International community of women living with HIV and AIDS (ICW)	12/11/2019
31	ADONIS BOPE	COORDONNATEUR NATIONAL	Réseau des journalistes et communicateurs Professionnels en santé RCP MEDIAS	12/11/2019
32	PATRICK MATA	SECRETAIRE EXECUTIF NATIONAL ADJOINT	CLUB DES AMIS DAMIEN	12/11/2019
33	SERGE TAMUNDELE	COORDONNATEUR NATIONAL	Centre d'expertise en droits humains et criminologie (CEDHUC)	12/11/2019
34	MAXIME LUNGA	COORDONNATEUR	COALITION STOP TB RDC	12/11/2019
35	Dr ENGWANDA ADJUBA GEORGES	PRESIDENT NATIONAL	Œuvre de développement Intégral de LISALA (ODIL)	15/11/2019
36	CESAR MOMBUNZA	COORDONNATEUR NATIONAL	CONERELA+	15/11/2019



Réseau
Accès aux
Médicaments
Essentiels